

Paris, le vendredi 18 octobre 2024

L'AMENDEMENT SUR LA TVA CIRCULAIRE PROPOSÉ PAR L'INEC ADOPTÉ À L'ASSEMBLÉE NATIONALE : UNE VICTOIRE POLITIQUE !

Un an après la remise du **rapport sur la mise en place d'une TVA circulaire** par Emmanuelle Ledoux, directrice générale de l'Institut National de l'Économie Circulaire (INEC) et Emery Jacquillat, président de Camif, **l'amendement sur la mise en place d'une TVA circulaire à 5.5% sur la réparation a été adopté à l'Assemblée nationale !**

C'est une **grande victoire pour les territoires, l'économie de proximité et tous les acteurs de la filière**. L'INEC ne cesse de le rappeler, il n'y aura pas de réparation sans réparateurs, cordonniers, retoucheurs, couturiers... Cette baisse de TVA permettra de les soutenir économiquement et de créer des vocations afin d'assurer une offre de réparation sur tout le territoire.

A présent, il faut rester mobilisés pour que cette première victoire soit confirmée en séance à partir de lundi !

Le service presse de l'INEC se tient à la disposition des rédactions pour toute réaction sur le sujet.



Paris, le vendredi 18 octobre 2024

AMENDEMENT

N° I-CF1300



de M. Delautrette [et les membres du groupe Socialistes et apparentés](#)

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant:

I. – L'article 278-0 bis du code général des impôts est complété par un P ainsi rédigé :

« P. – Les opérations de réparation des cycles, de l'électroménager, des chaussures et articles de cuir, des vêtements et du linge de maison. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des députés Socialistes et apparentés vise à instaurer une TVA circulaire

Pilier de la transition vers une économie circulaire, le secteur de la réparation a besoin d'être soutenu. Sans cordonnier, couturier, réparateur, nos produits, même éco-conçus pour être réparés, ne le seront pas.

Or, ce secteur est en souffrance et le nombre de réparateurs a chuté en vingt ans. Confrontés à des difficultés croissantes dues à un modèle économique peu rentable, à une profession qui vieillit et à une activité qui stagne, la réparation ne peut pas jouer pleinement le rôle que lui affecte les pouvoirs publics dans la transition écologique.

Sans un soutien d'envergure reposant sur des piliers comme le bonus réparation, l'indice de réparabilité et la TVA circulaire pour la réparation des produits, nous risquons de faire face à une perte de compétences, de savoir-faire qui nous ferons perdre des années dans la bataille que nous menons pour le climat.

C'est pourquoi la première des mesures à prendre est de mettre en place un taux de TVA réduit visant le secteur de la réparation. Les difficultés administratives auxquelles les réparateurs indépendants se trouvent confrontés pour être éligibles au bonus réparation récemment mis en place, rendent d'autant plus urgent le déploiement d'une mesure qui touchera autant les indépendants, la frange la plus en danger économiquement, que les grandes surfaces.

Sans cette fondation solide que constitue la TVA circulaire, les autres mesures mises en œuvre comme le bonus réparation et l'indice de réparabilité n'auront qu'un impact superficiel sur l'activité économique des réparateurs.

Enfin, la directive européenne 2022/542 délimitant les activités ayant droit à un taux de TVA réduit ouvre cette possibilité pour le secteur de la réparation dans le secteur du textile et de l'électroménager.

Cet amendement a été travaillé avec l'INEC

